

CARTOGRAPHIE DES FORMATIONS ET DOMAINES DE COMPETENCES COUVERTS PAR LA REGLEMENTATION BANCAIRE ET FINANCIERE



15 avril 2021

Mourad Mebazaa
Associé

Pierre Rossignol
Directeur

SOMMAIRE

01. Contexte limites et modalités l'étude

02. Méthodologie

03. Synthèse des résultats de l'étude

04. Fiches détaillées par thème

CONTEXTE LIMITES ET MODALITÉS L'ÉTUDE



- L'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI), créée en 1988 sous le nom d'Association Française des Sociétés de Bourse (ASFB), est l'organisation patronale qui représente les acteurs des marchés financiers en France.









- L'Observatoire des métiers de la Banque est un outil technique paritaire au service des partenaires sociaux de la Branche de la Banque, des entreprises, des représentants du personnel, des salarié(e)s et de toute personne souhaitant connaître les métiers exercés dans la Banque.

- L'Amafi et l'Observatoire des métiers de la banque ont mené une **étude** commune concernant les **formations et domaines de compétences couverts par la réglementation bancaire et financière** dans les **secteurs bancaire et activités de marché**
- Le cabinet de conseil **A2 Consulting** a été **mandaté** par le GT transverse à ces deux organismes pour **réaliser cette étude**
- Les **objectifs** de cette **étude** sont les suivants:
 - **Etablir** une liste de **formations** couvertes par la réglementation applicable aux secteurs bancaires et activités de marchés
 - Etablir un **benchmark** des **pratiques de place** en la matière parmi un panel d'établissements
 - **Fournir** aux adhérents **un outil** permettant d'**identifier l'offre de formation** proposée par les principaux **organismes de formation externes** susceptibles de **répondre aux besoins de formation correspondants**

NB: la formulation « formations et domaines de compétences couverts par la réglementation bancaire et financière » a été simplifiée par celle de « Formations réglementaires » dans le reste du document

CONTEXTE LIMITES ET MODALITÉS L'ÉTUDE LIMITES

-  La **réglementation des secteurs bancaires et activités de marché précise**, dans certains cas, **une obligation explicite de formation** et se réfère à la notion de **niveau de compétences nécessaires dans d'autres cas**. Dans ces cas de figure, **l'interprétation des établissements et la vision des régulateurs entrent en compte**. Les besoins couverts de façon non précise par les textes ont été approchés, en les confrontant aux pratiques de place
-  Le **périmètre de cette étude est limité aux réglementations** qui impactent l'exercice des activités métier des **secteurs banque et activités de marchés à l'exclusion des activités support (ex : fonctions RH, moyens généraux, ...)**
-  L'étude porte sur un **panel représentatif d'établissements** (6 établissements) et **d'organismes de formation** (11 organismes).
-  **En complément des formations identifiées par au moins deux établissements** du panel. Des formations complémentaires identifiées par l'AMAFI, L'OMB et les organismes de formation ont été intégrées au fichier de recensement des formations
-  Les **formations complémentaires identifiées** par les **organismes de formation externes** ont néanmoins été intégrées au tableau Excel de cartographie de l'offre de formation
-  Certaines données, notamment celles relatives aux **coûts de formation internes** des établissements, n'ont **pas été systématiquement fournies**

CONTEXTE LIMITES ET MODALITÉS L'ÉTUDE

MODALITÉS ET DÉMARCHE GLOBALE

- ✓ Etude réalisée **au T1 2021**. L'offre de formation et les pratiques de place sont susceptibles d'évoluer au regard de la réglementation applicable
- ✓ Sur un ensemble d'informations et de critères à collecter prédéfinis avec l'OMB et 'AMAFI
- ✓ En respectant les règles d'anonymisation et de confidentialité requises par les établissements lors de la restitution

01



Collecte de l'offre des principaux organismes de formation externes pouvant répondre à ces obligations

02



Recensement des pratiques des principaux établissements de la place afin de fiabiliser la liste des formations couvertes par des textes réglementaires et faire un état des lieux Modalités pratiques de traitement de ces besoins de formation

03



Analyse transverse du traitement des **formations couvertes par la réglementation applicable** aux **métiers bancaires** et **activités de marché**

SOMMAIRE

01. Contexte limites et modalités l'étude

02. Méthodologie

03. Synthèse des résultats de l'étude

04. Fiches détaillées par thème

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

LISTE DES FORMATIONS RÉGLEMENTAIRES



Etablir une liste de **formations et domaines de compétences couverts par la réglementation financière** pour les **activités du secteur bancaire ou des activités de marchés**



DÉMARCHE ADOPTÉE

1. Identification des formations relevant de l'activité bancaire, des marchés financiers ou des formations transverses aux deux secteurs
2. Pour chaque formation, identification des lois et règlements qui mentionnent une obligation générale de formation ou des précisions en termes de modalités (ex : contingent d'heures minimum)
3. Confrontation de cette liste aux pratiques de place au niveau du panel d'établissements contactés dans l'étude
4. Qualification et consolidation des données remontées de la part des établissements
5. Identification d'un socle commun de formations réglementaires correspondant aux pratiques de place



PANEL DE L'ÉTUDE

- 6 établissements exerçant en France contactés dans l'étude au titre de l'activité bancaire et de l'activité des marchés financiers adhérents de l'OMB et de l'AMAFI



PÉRIMÈTRE

- Périmètre des formations liées à l'exercice des activités bancaires et financières
- Hors formations liées aux activités support (RH, moyens généraux, ...)



LIVRABLES ET OUTILS

- 20 thématiques de formations identifiées sur les périmètres de l'activité bancaire, marchés financiers et transverses
- Liste des formations figurant dans le fichier de détail mis à disposition des établissements adhérents

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

BENCHMARK DES PRATIQUES DE PLACE



Etablir un benchmark des pratiques de place en la matière parmi un panel d'établissements



DÉMARCHE ADOPTÉE

1. Identification des interlocuteurs auprès des établissements consultés au sein des directions conformité, des directions formations ou des responsables au sein des organismes internes
2. Présentation de la démarche aux établissements consultés et recueil des informations pour les besoins de l'étude :
 - Activités, métiers ou personnels concernés
 - Diplômes permettant de ne pas être soumis à une formation initiale
 - Expérience professionnelle dispensant de formation initiale
 - Contingent minimum d'heures imposées
 - Délais pour réaliser les formations
 - Durée de formation
 - Modes de dispense de ces formations
 - sanction par un test final
 - Objet d'une certification
 - Coût de la formation
 - Modalités de financement des formations (CPF...)
 - Reconnaissance
 - Transférabilité
 - Evolution professionnelle en termes de classification
3. Consolidation et anonymisation des résultats de l'étude



PANEL DE L'ÉTUDE

- 6 établissements exerçant en France contactés dans l'étude au titre de l'activité bancaire et de l'activité des marchés financiers adhérents de l'OMB et de l'AMAFI



PÉRIMÈTRE

Formations couvertes par un texte réglementaire identifiées par les établissements



LIVRABLES ET OUTILS

- Modalités des formations figurant dans le fichier de détail mis à disposition établissements adhérents
- Données de benchmark présentées dans le présent support

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

CATALOGUE DES OFFRES DE FORMATION DES ORGANISMES



Identifier l'offre de formation proposée par les principaux **organismes de formation externes**



DÉMARCHE ADOPTÉE

1. Recensement des catalogues publics des formations proposées par les différents organismes ainsi que les caractéristiques, les programmes et les modalités pratiques
2. Revue des informations lors d'échanges avec les interlocuteurs de chaque organisme
3. Mise à jour des données du catalogue et recueil des informations détaillées notamment concernant la tarification, le nombre d'heures et les modalités de dispense
4. Mise en cohérence et harmonisation des données des différents organismes



PANEL DE L'ÉTUDE

- 11 organismes de formation leaders consultés dont 7 ayant favorablement répondu à l'étude



PÉRIMÈTRE

- Formations proposées sur les catalogues en lignes
- Formations sur mesure mises à disposition par les organismes



LIVRABLES ET OUTILS

- Catalogue des offres proposées par les organismes sur les différentes formations réglementaires figurant dans le fichier de détail mis à disposition des établissements adhérents

SOMMAIRE

- 01. Contexte limites et modalités l'étude
- 02. Méthodologie
- 03. Synthèse des résultats de l'étude**
- 04. Fiches détaillées par thème

SYNTHÈSE

LISTE DES FORMATIONS RÉGLEMENTAIRES - CONSTATS

- L'étude a permis d'établir une liste de 20 formations réglementaires dont un socle commun de 17 identifiées par une majorité des établissements consultés, lorsque leurs activités sont concernées
- En complément de ce socle commun, 10 thèmes de formation ont été identifiés par un seul établissement dans le panel. Ils relèvent d'un besoin de couverture spécifique ou d'une analyse propre à ces établissements. Ces thèmes n'ont pas été retenus dans le cadre de l'étude mais sont néanmoins cités dans ce support
- L'origine de ces formations réglementaires peut provenir de trois situations :
 - Un texte rendant une formation obligatoire et encadrant précisément son contenu, nombre d'heures, les fonctions concernées etc.
 - Un texte indiquant une obligation de formation sur un thème sans être prescriptif sur les modalités de sa mise en œuvre
 - Une interprétation des textes, dans un contexte de risques propres aux activités de chaque établissement, rendant nécessaire la mise en place de formation réglementaires pour les réaliser
- Les thèmes de formation réglementaires des deux secteurs (banque de détail et activités de marché) convergent significativement en raison de :
 - l'imbrication des métiers (logique producteur/ distributeur)
 - la proximité réglementaire de ces activités (réglementations communes ou similaires)

SYNTHÈSE

RÉPARTITION DES FORMATIONS RÉGLEMENTAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Banque de détail	Activités de marché
Accomp. clients fragiles	✓	
Convention AERAS	✓	
Crédit immobilier	✓	
Crédit consommation	✓	
Parts sociales	✓	
Habilitation assurance	✓	
MIF2	✓	✓
Abus de marché	✓	✓
VOLCKER /SRAB	✓	✓
LCB-FT	✓	✓
Certification AMF	✓	✓
DDA (IDD)	✓	✓
CRS FATCA QI	✓	✓
RGPD	✓	✓
Cybersécurité	✓	✓
Prévention corruption	✓	✓
Fraude interne/ externe	✓	✓
Emir		✓
SFTR		✓
CSDR		✓

SYNTHÈSE

MODALITÉS ET PRATIQUES DE PLACE - CONSTATS

- **Populations concernées** : Les formations réglementaires concernent avant tout **le Front office**, son **management** et les **fonctions de contrôle**. Cette situation est liée au fait que les thèmes de formations réglementaires sont très liés à la protection de la clientèle
- **Conditions de dispense** (Diplôme ou expérience) : **Très peu de formations sont concernées** (Crédit immobilier, habilitation assurance et certification AMF). Ces formations sont parmi les plus lourdes en volume horaire nécessaire.
- **Volumes horaires et fréquence des formations** : Les formations liées à la protection de la clientèle concentrent l'essentiel du volume de formation, tant en formation initiale que continue (Crédit immobilier, habilitation assurance, DDA). Cette situation est la conséquence directe de leur volumétrie et leur périodicité très encadrées par la réglementation
- **Modalités de réalisations** : Priorisation de la **formation à distance** (tendance de fond renforcée par la situation sanitaire) et au **mix learning** (E-learning complété par des séances de regroupement ; de plus en plus à distance)
- **Certification, reconnaissance et transférabilité** : Une seule certification est reconnue par l'ensemble de la place, **la certification AMF**
- **Aspects financiers** : Prise en charge des **coûts de formation** par les établissements dans le cadre des **plans de formation** (Pas de recours au CPF)
- **Aspects RH** : Absence **d'impact direct** sur la carrière lié au suivi des formations réglementaires

SYNTHÈSE

MODALITÉS ET PRATIQUES DE PLACE - PISTES D'ÉVOLUTIONS

- Sur les **formations obligatoires** « encadrées » par des réglementations **prescriptives**, certains établissements ont évoqué l'opportunité :
 - d'une **évolution** tendant vers le format MIF 2, avec une **formation adaptée à l'expérience, la compétence et le besoin opérationnel** du collaborateur, défini en lien avec le management ; **plutôt qu'un contingent d'heures initiales et continues**
 - ➔ *Adaptation du dispositif de formations obligatoires aux besoins des collaborateurs*
 - de l'introduction de la possibilité de **créer des modules communs** aux thèmes de formations obligatoires ; permettant par exemple de considérer qu'un module commun à deux formations « **compterait deux fois** » si un collaborateur est concerné par ces formations
 - ➔ *Rationalisation des heures « obligatoires » entre formations*
- S'agissant des **thèmes non prescriptifs**, nos interlocuteurs ont mis en avant des travaux en cours sur la création d'une **formation conçue conjointement** par plusieurs établissements de la place avec un organisme de formation sur le thème LAB-FT.
 - ➔ *Mutualisation & caractère potentiellement normatif*
- Certains établissements ont pointé que si le principe de tests de validation sur certains thèmes est établi, les **modalités d'évaluation peuvent différer** significativement d'un établissement à l'autre ; **limitant de fait** la possibilité de **reconnaissance** de ces formations **d'un établissement à l'autre**
 - ➔ *Rationalisation des parcours de formation tout au long de la carrière des collaborateurs*

SYNTHÈSE

OFFRE DES ORGANISMES DE FORMATION

- Les principaux organismes de formation ont été sollicités en raison de la largeur de leur offre catalogue sur le thème des formations réglementaires. Cependant, l'ensemble de ces prestataires a indiqué proposer également des offres « sur mesures », à même de répondre à l'ensemble des thèmes de formation souhaités par les établissements
- Si le concept de « formation réglementaire » est identifié et adressé par les Organismes de formation, sa définition n'est pas universelle.
- Certains organismes se positionnent au plus près des tendances réglementaires pour anticiper les besoins tandis que d'autres développent leurs offres en fonction des demandes exprimées par les établissements
- Une convergence – assez logique – entre les offres est observée sur les thèmes « étroitement » encadrés par la réglementation (DCI, habilitation assurance, certification AMF) ; à l'inverse, les thèmes non précisément encadrés sont traités de façon hétérogène (Nombre d'heures, contenu, modalités etc.)
- Les formations réglementaires sont peu éligibles au CPF ; ces dernières étant généralement non certifiante (sauf exception) et par nature plus du domaine du plan de formation des établissements

SYNTHÈSE OFFRE DES ORGANISMES DE FORMATION

	ES Banque	RB Formation	Bärchen	CEGOS	AFGES	EFE	AMRAE	IFACI	ASFFOR	AFG Formation	First Finance
Accomp. clients fragiles		✓			✓						
Convention AERAS	✓					✓					
Crédit immobilier / DCI	✓		✓		✓	✓			✓		✓
Crédit consommation	✓				✓						
Habilitation assurance	✓		✓								✓
MIF2	✓		✓	✓	✓				✓	✓	✓
Abus de marché	✓		✓			✓				✓	✓
VOLCKER/SRAB			✓								
LCB-FT	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓
Certification AMF	✓		✓						✓	✓	✓
DDA (IDD)	✓	✓	✓		✓	✓			✓		✓
CRS FATCA / QI	✓		✓		✓						✓
Externalisation		✓						✓			
RGPD	✓	✓			✓	✓		✓	✓		
Cybersécurité		✓			✓	✓					
Prévention corruption	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Fraude interne/ externe	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓
Emir		✓	✓	✓	✓						✓
SFTR			✓		✓						
CSDR			✓								

SOMMAIRE

- 01. Contexte limites et modalités l'étude
- 02. Méthodologie
- 03. Synthèse des résultats de l'étude
- 04. Fiches détaillées par thème**

THEME 1 : RECENSEMENT DES FORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

CONSTATS



Etablir une liste de **formations** dites « **obligatoires** » et « **réglementaires** » pour l'exercice des **activités bancaires ou de marché**

- Sur les 20 formations réglementaires identifiées, 17 formations ont été identifiées par au minimum deux établissements du panel comme obligatoires
- 3 formations ont un contingent d'heures fixé par la réglementation (Crédit immobilier, DDA et habilitation assurance)
- Une formation spécifique « Conseil instruments financiers complexes », citée par deux établissements, est incluse dans la formation « MIF 2 » des autres établissements du panel. Elle est considérée comme incluse dans la ligne « MIF 2 » pour cette étude
- Les formations suivantes ont été citées par un établissement du panel. Elles n'ont pas été retenues dans le cadre de l'étude :
 - *Activités transfrontalières*
 - *Loi concurrence*
 - *clients vulnérables*
 - *ALUR*
 - *Externalisation*
 - *Authentification des billets*
 - *Bâle 2*
 - *Ethique professionnelle*
 - *Sécurité des biens et des personnes*
 - *Connaissance client*

THEME 1 : RECENSEMENT DES FORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

FORMATIONS IDENTIFIÉES COMME OBLIGATOIRES PAR LES ÉTABLISSEMENTS

	Etabl.1	Etabl.2	Etabl.3	Etabl.4	Etabl.5	Etabl.6	Couverture(*)
Accompagnement clients fragiles	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
Convention AERAS	NA	✓	✓	✓	✓	✓	100%
Crédit immobilier	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
Crédit consommation	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
Parts sociales	NA	✓	✓	✓	NA	NA	100%
Habilitation assurance	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
MIF2	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
Abus de marché	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
VOLCKER/SRAB	✓	NA	✓	✓	NA	✓	100%
LCB-FT	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
Certification AMF	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
DDA (IDD)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
CRS FATCA QI	✓	✓		✓	✓	✓	80%
RGPD	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
Cybersécurité	✓	✓		✓	✓	✓	80%
Prévention corruption	✓	✓	✓	✓	✓	✓	100%
Fraude interne/ externe	✓	✓			✓		50%
Emir							0%
SFTR							0%
CSDR							0%

* % des établissements ayant identifié cette formation comme obligatoire

THEME 2 : PERSONNELS ET MÉTIERS CONCERNÉS

CONSTATS



Etablir un benchmark des pratiques de place selon les activités, métiers ou personnels concernés

- Les personnels concernés par les formations réglementaires sont principalement les collaborateurs en charge des fonctions front office et ceux en charge de superviser ou contrôler leurs opérations
- Les formations du front office sont en outre celles qui présentent un contingent d'heure minimal car liées à des sujets de protection de la clientèle
- Le type de fonction concernées couvre les catégories suivantes :
 - *Front office : 75 % des formations*
 - *Middle/Back office : 50 %*
 - *Fonctions de contrôle : 60 %*
 - *Fonctions supports : 35 %*
 - *Dirigeants : 30 %*

THEME 2 : PERSONNELS ET MÉTIERS CONCERNÉS

RÉPARTITION PAR POPULATION CIBLE DES 20 FORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

	Front office	Back/middle office	Fonctions contrôles	Fonctions supports	Dirigeants
Accomp. clients fragiles	✓				
Convention AERAS	✓				
Crédit immobilier	✓	✓			
Crédit consommation	✓				
Parts sociales	✓				
Habilitation assurance	✓				
MIF2	✓	✓	✓		
Abus de marché	✓	✓	✓		
VOLCKER /SRAB			✓		✓
LCB-FT	✓	✓	✓	✓	✓
Certification AMF	✓	✓	✓		
DDA (IDD)	✓				
CRS FATCA QI	✓	✓	✓		
RGPD	✓	✓	✓	✓	✓
Cybersécurité	✓	✓	✓	✓	✓
Prévention corruption	✓	✓	✓	✓	✓
Fraude interne/ externe		✓	✓		
Emir			✓	✓	✓
SFTR			✓	✓	
CSDR				✓	

THEME 3 : DIPLÔMES & EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES PRÉALABLES

CONSTATS



Identifier les conditions de dispenses possibles au moyen de diplômes ou d'expériences préalables

- La réglementation n'ouvre la possibilité de se prévaloir d'un diplôme ou d'une expérience préalable que sur quatre thèmes (Crédit immobilier, crédit à la consommation, habilitation assurance et certification AMF), avec certaines conditions de validité
- En fonction des cas, la prise en compte du niveau d'expérience préalable peut entraîner la réduction du nombre d'heures de formation (ex : crédit immobilier) ou les rendre non nécessaires (ex : habilitation assurance)
- Cette possibilité est en phase avec les pratiques constatées au niveau des établissements
- Les thèmes concernés sont parmi les plus impactés en termes de contingents d'heures minimales. La prise en compte de ces critères est donc essentielle pour optimiser les temps de formation appliqués aux collaborateurs

THEME 3 : DIPLÔMES & EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES PRÉALABLES

LISTE DES THÈMES DE FORMATION PERMETTANT DES DISPENSES

Réglementation	Condition de diplôme	Condition d'expérience
Crédit immobilier	BTS Banque inscrit au RNCP Licence Banque inscrite au RNCP Master Banque inscrit au RNCP Master Chargés d'affaire Entreprises inscrit au RNCP Diplôme universitaire de niveau III (bac+2) en Finances, banque, gestion, économie, droit ou assurance inscrit au RNCP	Collaborateurs ne justifiant pas d'une expérience professionnelle d'1 an sur les 3 dernières années ou de 3 ans sur les 10 dernières années => DCI 40h (entrée en vigueur le 1/01/2017) Pour ceux qui en justifient => DCI 14h (entrée en vigueur le 21/03/2019)
Crédit consommation	Diplôme national de premier cycle d'études supérieures juridiques, économiques, financières ou de gestion, d'un niveau de formation III au sens de la nomenclature des niveaux de formation utilisés par la Commission nationale de la certification professionnelle	N/A
Habilitation assurance	Bac +5 / master toutes disciplines ou licence Bac +2/3 en banque finance exclusivement	Ancienneté de 6 mois d'expérience dans une fonction relative à la production ou à la gestion de contrats d'assurance ou de capitalisation dans une entreprise d'assurance ou au sein d'un intermédiaire en assurance
Certification AMF	N/A	Les collaborateurs exerçant un emploi exigeant cette vérification au 1er juillet 2010, bénéficient de la clause de grand-père, tant qu'elles ne changent pas d'employeur, ou qu'elles ne prennent pas un emploi la sortant du scope. Ces personnes continuent de bénéficier de cette clause de grand-père si elles occupent les fonctions visées sans discontinuer depuis le 1er juillet 2010.

THEME 4 : FRÉQUENCE, DÉLAIS ET NOMBRE D'HEURES CONSTATS



Etablir un benchmark des pratiques de place en matière de durée et fréquence de formation

- Les **formations à contingent d'heures** (crédit immobilier, habilitation assurance et DDA) **sont les plus lourdes** pour les établissements et collaborateurs devant les réaliser
- Les **pratiques** sont **hétérogènes** sur les **formations non précisément encadrées** par la réglementation.
Ex : Formation initiale de plusieurs heures sans formation continue ou formation continue annuelle sur une volumétrie de 30 minutes
- **7 formations** sont **nécessaires** pour **démarrer les opérations correspondantes** pour l'ensemble du panel, du fait de la réglementation qui les contraint en ce sens.
- principalement sur des sujets réglementaires liés aux crédits aux particuliers, à l'assurance et aux connaissances de marchés. Ces pratiques peuvent être imposées par la réglementation ou les conséquences des politiques internes aux établissements
 - *Les formations non assurancielles permettent généralement la prise de poste sous supervision*
- **La place converge** sur un format de **formation initiale unique** sur **4 thèmes de formation** (crédit à la consommation, habilitation assurance, Cybersécurité et Certification AMF)
 - *L'habilitation assurance, la certification AMF ont vocation par nature à n'être obtenues qu'une seule fois. La formation crédit à la consommation est uniquement obligatoire au démarrage de l'activité de vente (pour les situations le nécessitant)*
 - *S'agissant de la cybersécurité, le thème est en cours de refonte dans la majorité des établissements du panel et va probablement prendre plus d'ampleur dans les années à venir compte tenu la montée en puissance des risques Cyber*

THEME 4 : FRÉQUENCE, DÉLAIS ET NOMBRE D'HEURES MODALITÉS PRATIQUES AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS POUR LE TRONC COMMUN

Vision Etablissements	Nécessaire pour démarrer les opérations(*)	Formation uniquement initiale	Fréquence (si applicable)	Nombre d'heures		
				Initiales	Continue (si applicable)	Contingent réglementaire
Accomp. clients fragiles	15%	15%	[1 an – 5 ans]	[20 min – 1h30]	[35 min – 1h30]	
Convention AERAS	40%	20%	[1 an – 5 ans]	[30 min – 7h00]	[45 min – 7h00]	
Crédit immobilier	100%	N/A	1 an	[14h – 40h]	[7h – 14h]	✓
Crédit consommation	100%	100 %	[1 an – 5 ans]	[55 min – 3h]	[20 min – 1h30]	
Parts sociales	100%	33 %	[3 ans – 5 ans]	[20 min – 45 min]	[20 min – 45 min]	
Habilitation assurance	100%	85 %	1 an	[42 h – 150h]	15h	✓
MIF2	85%	50 %	1 an	[15 min – 3h]	[2h – 14h]	
Abus de marché	33%	33 %	[1 an – 5 ans]	[30 min – 7h]	[30 min – 7h]	
VOLCKER /SRAB	20%	40 %	1 an	[30 min – 1h]	[30 min – 1h]	
LCB-FT	33%	N/A	[6 mois – 1 an]	[30 min – 1h30]	[30 min – 1h30]	
Certification AMF	100%	100 %	N/A	[3h – 30h]	N/A	
DDA (IDD)	100%	N/A	1 an	15h	15h	✓
CRS FATCA QI	0%	60 %	[1 an – 5 an]	[20 min – 1h30]	[20 min – 1h30]	
RGPD	0%	33 %	3 ans	[10 min – 14h]	[30 min – 1h30]	
Cybersécurité	0%	100 %	[1 an – 5 an]	[20 min – 1h]	N/A	
Prévention corruption	33%	33%	N/A	[30 min – 4h]	N/A	
Fraude interne/ externe	33%	33%	1 an	[30 min – 14h]	[30 min – 45min]	

* % des établissements en faisant un préalable, du fait des textes ou de leur politique interne

THEME 5 : MODALITÉS DE FORMATION

CONSTATS



Etablir un benchmark des modes de dispense et d'évaluation des formations (Présentiel/à distance/e-learning/collectif) et des modalités de certification

- La réalisation des **formations à distance en e-learning et en cours à distance / classes virtuelles** est priorisée autant que possible, tendance désormais renforcée par la crise sanitaire
 - *Remplacement des formations en présentiel par des cours à distance/classes virtuelles*
 - *La tendance évoquée par nos interlocuteurs tend vers le **mix learning**, intégrant une part d'e-learning et une autre de cours collectifs (probablement durablement réalisés en distanciel)*
- La mise en place d'un test final n'est pas systématique, sauf lorsque ce point est explicitement imposé par la réglementation
- *Seule la certification AMF fait l'objet d'une certification reconnue par l'ensemble de la place*
- *Certains établissements proposent des certifications internes à leurs collaborateurs qui ne répondent toutefois qu'à leurs cahiers des charges propres (contenu, modalités de validation,...). Ces dernières sont reconnues uniquement en intragroupe*

THEME 5 : CANAUX DE FORMATION

MODALITÉS PRATIQUES AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS POUR LE TRONC COMMUN

Vision Etablissements	E-learning	Présentiel/ distanciel	Mix learning	Test final à réaliser
Accomp. clients fragiles	80%	20%		50%
Convention AERAS	60%	20%	20%	40%
Crédit immobilier	20%		80%	100%
Crédit consommation	100%			50%
Parts sociales	100%			33%
Habilitation assurance		20%	80%	100%
MIF2	80%		20%	100%
Abus de marché	70%	30%		20%
VOLCKER /SRAB	75%	25%		0%
LCB-FT	80%	20%		50%
Certification AMF	50%		50%	100%
DDA (IDD)	20%	20%	60%	50%
CRS FATCA QI	80%		20%	60%
RGPD	70%	30%		50%
Cybersécurité	100%			60%
Prévention corruption	80%	20%		70%
Fraude interne/ externe	50%	25%	25%	75%

THEME 6 : COÛTS ET MODALITÉS DE FINANCEMENT

CONSTATS



Etablir un benchmark des pratiques de place en la matière de coûts de formation

Vision établissements :

- La majorité des établissements du panel n'a pas été en mesure ou n'a pas souhaité fournir des éléments suffisamment détaillés et représentatifs permettant d'obtenir un benchmark de coût par formation par apprenant
- Le coût des formations est en effet très variable en fonction des modalités de dispense sélectionnées par les établissements (e-learning, présentiel, cours à distance, etc.)
 - *Un e-learning mis à disposition d'un large public pourra coûter moins de 100 euros par collaborateur*
 - *Une formation en présentiel sur une durée de plusieurs jours (ex : habilitation assurance), pourra coûter plus de 2000 euros par apprenant*
- Certains groupes optent pour une internalisation totale ou partielle des formations réglementaires obligatoires :
 - *Recours à des experts internes en charge de la conception et/ou de la dispense des formations*
 - *Organismes de formation interne (4 établissements du panel sur 6) disposant de formateurs*
- Le financement des formations réglementaires est pris en charge dans le cadre des plans de formation des établissements (pas de recours aux CPF des collaborateurs). Toutefois, les collaborateurs peuvent envisager de se former sur leur temps personnel sur les thèmes de formations réglementaires en utilisant leur CPF, lorsque ces formations le permettent

• Vision organismes de formation :

- La majorité des formations proposées a une durée inférieure à une journée
- Plusieurs options de formation proposées entre des formules packagées et des formations unitaires en nombre d'heures
- Un coût moyen de formation de 150€ HT par heure de formation dispensée

THEME 6 : COÛTS ET MODALITÉS DE FINANCEMENT

OFFRE DE FORMATION DES ORGANISMES EXTERNES

Vision Organismes	Nombre d'organismes proposant une formation	Nombre d'heures	Coûts moyen de la formation / h / personne (catalogue)
Accomp. clients fragiles	2	7h ou 14h	Entre 115€ et 150€ HT
Convention AERAS	2	1h ou 14h	100€ HT
Crédit immobilier	6	7h, 14h ou 40h	Entre 30€ et 150€ HT
Crédit consommation	2	7h ou 21h	100€ HT
Habilitation assurance	3	150h	Entre 15€ et 30€ HT
MIF2	7	2h, 4h, ou 7h	Entre 60€ et 430€ HT
Abus de marché	5	4h, 7h ou 14h	Entre 110€ et 190€ HT
VOLCKER /SRAB	1	7h	100€ HT
LCB-FT	10	7h	Entre 15€ et 370€ HT
Certification AMF	5	7h ou 40h	Entre 10€ et 60€ HT
DDA (IDD)	7	7h ou 15h	Entre 25€ et 280€ HT
CRS FATCA QI	4	7h	Entre 120€ et 220€ HT
RGPD	6	7h	Entre 120€ et 230€ HT
Cybersécurité	3	7h	Entre 150€ et 230€
Prévention corruption	8	7h	Entre 120€ et 240€ HT
Fraude interne/ externe	9	7h	Entre 120€ et 310€ HT
Emir	5	7h ou 28h	Entre 110€ et 200€ HT
SFTR	2	7h ou 14h	120€ HT
CSDR	1	4h	200€ HT

THEME 7 : ASPECTS RH

CONSTATS



Etablir un benchmark des pratiques de place en matière de reconnaissance, transférabilité et évolution professionnelle en termes de classification

- Sur le plan RH :
 - *La réalisation des formations réglementaires n'a pas d'impact direct sur l'évolution de carrière des collaborateurs concernés (ex : pas d'augmentation de la classification)*
 - *Sur la question de la reconnaissance/transférabilité, seule la certification AMF, obtenue via un organisme de formation externe constitue à ce jour une garantie de reconnaissance entre Groupes bancaires / activités de marchés*
 - *Les formations crédit immobilier/DCI et habilitation assurance peuvent également être transférables. La question de leurs modes de dispense et d'évaluation est néanmoins un point susceptible de constituer un frein à la transférabilité*

THEME 7 : ASPECTS RH

POLITIQUES ADOPTÉES AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS POUR LE TRONC COMMUN

Vision Etablissements	Reconnaissance / transférabilité	Evolution professionnelle / classification
Accomp. clients fragiles		
Convention AERAS		
Crédit immobilier	✓	
Crédit consommation		
Parts sociales		
Habilitation assurance	✓	
MIF2		
Abus de marché		
VOLCKER /SRAB		
LCB-FT		
Certification AMF	✓	
DDA (IDD)		
CRS FATCA QI		
RGPD		
Cybersécurité		
Prévention corruption		
Fraude interne/ externe		